

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 01/002/2007 (Public)

Bulletin n° : 139

ÉFAI

Embargo : 8 août 2007 17h30 TU

Guatemala/Honduras. Les droits des défenseurs des droits économiques, sociaux et culturels sont gravement menacés

Tegucigalpa – Les défenseurs des droits humains qui œuvrent à la protection des droits économiques, sociaux et culturels des populations les plus marginalisées au Guatemala et au Honduras courent de graves risques d'être victimes de menaces, de harcèlement, d'accusations sans fondement, d'agressions et même d'homicides. C'est ce que révèle un nouveau rapport publié par Amnesty International ce mercredi 8 août 2007.

Intitulé *Persecution and Resistance: The experience of human rights defenders in Guatemala and Honduras*, ce rapport dénonce les agressions systématiques dont sont victimes ceux qui défendent les droits des communautés marginalisées, notamment des peuples indigènes et des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT).

« *Ceux qui aident les autres à échapper à des atteintes aux droits humains se retrouvent eux-mêmes victimes de ces violences. L'insécurité qui touche les défenseurs des libertés fondamentales au Honduras et au Guatemala atteint des proportions inquiétantes*, a déclaré Susan Lee, directrice du Programme Amériques d'Amnesty International.

« *Dans ces deux pays, les menaces, les actes d'intimidation, les accusations pénales sans fondement et les homicides ont pour but d'empêcher les militants de protéger les droits de la population, notamment lorsque leur travail se heurte à de puissants intérêts économiques.* »

Le 10 janvier 2007, Carlos Albacete Rosales et Piedad Espinosa Albacete, militants écologiques travaillant pour l'organisation guatémaltèque Trópico Verde, ont été attaqués alors qu'ils rentraient chez eux en taxi depuis l'aéroport national de La Aurora.

Alors qu'ils arrivaient près de chez eux, un véhicule a doublé leur taxi et partiellement bloqué la route. Au moins trois hommes en sont sortis, portant des gilets pare-balles et des uniformes de la police, mais aucune plaque d'identification, et ont ouvert le feu sur le taxi. Ils ont continué à faire feu alors que celui-ci prenait la fuite, sauvant la vie de Carlos et Piedad.

Personne n'a été déféré à la justice dans le cadre de cette affaire, notamment en raison des irrégularités qui ont émaillé l'enquête – en particulier la falsification présumée de preuves balistiques. Craignant pour leur sécurité, Carlos et Piedad ont depuis lors quitté le Guatemala.

Depuis quatre ans, Trópico Verde fait campagne pour empêcher la destruction de la réserve de biosphère maya, la plus vaste forêt pluviale tropicale d'Amérique centrale. Les organisations locales dénoncent les tentatives d'éleveurs de bétail et de trafiquants de stupéfiants présumés qui souhaitent s'arroger des terres situées à l'intérieur de la réserve.

Au Honduras, Donny Reyes, trésorier de l'*Asociación Arcoiris* (Association Arc-en-ciel), qui défend les

droits des lesbiennes, gays et personnes bisexuelles et transgenres, a été maintenu en détention arbitraire le 18 mars 2007. Il a déclaré à Amnesty International qu'il avait été arrêté par six policiers qui lui avaient demandé ses papiers d'identité, alors qu'il quittait les bureaux de l'association à Tegucigalpa en compagnie d'un collègue. Bien qu'il ait obtempéré, les policiers l'ont battu et contraint à monter dans une voiture, qui l'a conduit au poste de police de Comayagüela. Donny Reyes a alors entendu le policier qui l'emmenait dans la cellule dire aux autres détenus : « *Regardez, je vous apporte une petite princesse, vous savez ce qui vous reste à faire.* »

D'après Donny Reyes, les autres prisonniers ont pris ces paroles comme un encouragement à le frapper et à le violer à maintes reprises. Il a été libéré six heures et demie plus tard, après avoir accepté de verser une somme d'argent. Trois jours plus tard, il a signalé ce qui s'était passé aux services du ministère public et à un policier de haut rang. En outre, il s'est soumis à des examens médico-légaux afin de constater les blessures qui lui ont été infligées.

Le calvaire de Donny Reyes s'inscrit dans le cadre d'une pratique bien établie qui se traduit par des attaques visant l'Association Arc-en-ciel, notamment des incursions dans leurs bureaux et des actes d'intimidation.

À ce jour, l'enquête sur la détention arbitraire et les actes de torture dont a été victime Donny Reyes est au point mort.

Le 4 décembre 2006, Dionisio Díaz García, avocat auprès de l'organisation de défense des droits humains *Asociación para una Sociedad mas Justa* (ASJ, Association pour une société plus juste), a été abattu alors qu'il arrivait en voiture à la Cour suprême hondurienne, où il devait préparer une audience dans le cadre d'une affaire de licenciement abusif impliquant une société de sécurité privée.

Les membres de l'ASJ font l'objet d'une longue campagne de menaces et de surveillance, qui s'est intensifiée depuis l'assassinat de Dionisio Díaz García.

Les auteurs de cet homicide n'ont toujours pas été traduits en justice et les autorités n'ont marqué aucun empressement à diligenter les investigations qui s'imposent sur les menaces et les actes d'intimidation ciblant les membres de l'ASJ ni à assurer efficacement leur protection.

« *Il est grand temps que les autorités enquêtent sur ces violences et traduisent les responsables en justice. La justice est le meilleur – et le seul – mécanisme de protection pour les défenseurs des droits humains* », a indiqué Susan Lee.

Amnesty International exhorte les gouvernements du Honduras et du Guatemala à mettre sur pied un plan national d'action afin de garantir que les défenseurs des droits humains soient en mesure de faire leur travail sans crainte de représailles.

Ce plan national d'action doit englober des mesures politiques, juridiques et pratiques afin d'enquêter sur tous les cas d'atteintes aux droits humains touchant des militants et d'assurer sans délai leur protection.

Voir :

Vous pourrez consulter le rapport *Persecution and Resistance: The experience of human rights defenders in Guatemala and Honduras* à partir du 8 août à l'adresse suivante :

<http://web.amnesty.org/library/Index/ENGAMR020012007>

Pour en savoir plus sur la situation des défenseurs des droits humains au Honduras et au Guatemala, notamment grâce à des clips présentant des interviews, veuillez consulter le site d'Amnesty International : www.amnesty.org

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>